

Yakushiin, Hitoshi, Mr, Acad, Sociology, Japan : La démocratisation à la japonaise de l'enseignement scolaire: la confusion entre privatisation et démocratisation [A3]

Hitoshi YAKUSHIIN, Maître des conférences de sociologie, Université Tezukayama-Gakuin, Osaka, Japon
yakushiin@lit.tezuka-gu.ac.jp

En dessinant à grands traits, on pourrait dire que la politique de droite française est libérale et celle de gauche est égalitariste. En revanche, la politique du gouvernement japonais de droite n'a jamais été libérale, mais rétrograde ce qui veut dire totalitaire ou nationaliste, c'est à dire « conservatrice ». Elle consistait souvent à mettre en place des contrôles tâtilons et étendus dans tous les domaines sociaux y compris dans l'enseignement scolaire. En revanche pour les militants des gauches japonaises, la démocratisation du Japon d'après la deuxième guerre mondiale signifiait son émancipation du régime fasciste. Pour elles, la démocratisation avait pour intérêt de se libérer du dirigisme étatique. Elles revendiquent toujours la réduction des interventions autoritaires pour laisser de la marge de manœuvre aux communautés locales, aux établissements et aux enseignants. Même quand un parti se nomme parti socialiste (social-démocrate), sa devise est « libérale » !? Les gauches ont protesté contre la concurrence excessive organisée par les concours d'entrée au lycée, mais elles ont approuvé tacitement le développement des établissements privés qui sont souvent réservés aux classes aisées. En revanche, le gouvernement de droite d'après guerre s'est efforcé de développer l'enseignement public pour tous afin de créer et de sélectionner une main-d'œuvre bien qualifiée. La politique de droite a provoqué la hiérarchisation des établissements publics. La revendication de gauche a provoqué la dévalorisation des lycées publics et la valorisation des établissements privés prestigieux. Aujourd'hui, après la vague de mondialisation, la droite japonaise s'est tournée vers le libéralisme surtout en matière économique. L'enseignement scolaire est de plus en plus privatisé et donc inégalitaire. Mais les gauches qui étaient libérales ne peuvent rien dire, même si elles ne sont pas convaincues que la « réforme » soit bonne. En effet elles ont peu de sièges à la Diète. Les droites ne sont pas convaincues non plus, puisqu'elles sont près de perdre le contrôle de l'enseignement scolaire à cause de la « démocratisation ». Les droites se mettent à exercer une pression idéologique sur les établissements et sur les enseignements pour encourager le nationalisme. C'est un comportement tout à fait antilibéral. Malgré tout, la situation actuelle est la pire que l'on puisse imaginer, puisqu'il n'y a pas d'égalité, pas de liberté et pas de choix. Mais c'est la démocratie à la Japonaise.

1. Libéral ou libéral ou libéral ?

La dénomination du parti au pouvoir japonais est « Le Parti Libéral Démocrate ». Les jeunes députés du Parti Démocrate qui est le deuxième grand parti politique du Japon s'organisent en un groupe qui se nomme « Le Club Libéral ». Et la devise du Parti social-démocrate japonais (ancien parti socialiste) est « Démocratie Libérale ». Donc on peut dire que les Japonais sont prêts à trois options de choix politique : libéral ou libéral ou libéral. C'est la démocratie à la Japonaise.

2. Histoire de la politique japonaise d'après la deuxième guerre mondiale

En dessinant à grands traits, on pourrait dire que la politique de droite française est libérale et celle de gauche est égalitariste ou sociale. En revanche, la politique du gouvernement japonais de droite n'était jamais libérale, mais rétrograde, ce qui veut dire totalitaire ou nationaliste, c'est à dire « conservatrice ». Elle consistait souvent à mettre en place des contrôles tâtilons et étendus dans tous les domaines sociaux y compris dans l'enseignement scolaire.

Pendant les années 1931-1945, après l'époque assez démocratique des années 1920, les Japonais ont été soumis au gouvernement despotique et très chauvin. À cet époque-là, il y n'a pas eu de liberté politique au Japon. Le communisme, le socialisme et le libéralisme ont été opprimés en bloc comme antipatriotisme sans faire le détail. Inversement on peut dire que le communisme et le libéralisme se sont rangés de même côté qui s'est situé à l'autre côté de la politique gouvernementale. C'est une origine de la confusion incurable entre le libéralisme et la démocratie. Pour les Japonais, surtout pour les gauches, la démocratie est de se libérer du pouvoir étatique.

Même aujourd'hui, la plupart des Japonais croient que le mot « conservateur » signifie « réactionnaire ». En effet, au Japon, les droites n'étaient jamais libérales mais tout simplement conservatrices. Par contre, le mot « libéral » leur donne une impression progressiste. Le camp droit est donc considéré comme partisans de l'ancien régime de l'Empire japonais. En réalité il justifie souvent l'invasion japonaise de pays asiatiques pendant la deuxième guerre mondiale. En bref, la droite japonaise d'après la guerre n'était jamais politiquement libérale même si elle était souvent très capitaliste.

Les fiefs électoraux du Parti Libéral Démocrate se trouvaient en communes rurales dont les mœurs sont esclaves de la coutume conventionnelle. La plupart des députés du P.L.D. travaillent uniquement pour enrichir son propre fief. En même temps, le gouvernement du droit devait développer des industries modernes pour en prodiguer de l'argent à ses fiefs. Pour cela, il prenait la politique d'économie patriotique qui favorisait le développement de grandes entreprises domestiques et participait à l'effort de promotion des exportations. À l'époque d'une grande croissance économique, il en a été résulté que les habitants de grandes villes aussi jouissaient la richesse nationale que ceux des campagnes grâce au développement industriel.

En revanche, pour les militants des gauches japonaises, la démocratisation du Japon d'après la deuxième guerre mondiale signifiait son émancipation du régime nationaliste et centralisé. Pour les gauches, qui sont toujours plus ou moins minoritaires, l'élection démocratique n'est rien d'autre qu'une procédure d'élire les ennemis auxquels on doit contester. Puisque, pour les gauches, la démocratisation a pour intérêt de se libérer des autorités de l'État, le législatif comme l'exécutif doit être antidémocratique même si tous les députés sont élus démocratiquement. Les gauches japonaises revendiquent toujours la réduction des interventions autoritaires pour laisser de la marge de manœuvre aux communautés locales, aux établissements et aux enseignants. En effet, l'ancienne parti socialiste japonaise s'est opposée toutes les politiques gouvernementales quoiqu'elles fussent, en vain.

Au Japon, il est très difficile de dire non au libéralisme. Car les Japonais eux-mêmes souvent croient que ce qui n'est pas libéral n'est pas la démocratie. Les interventions de l'État ne leur rappellent qu'un État-oppresseur plutôt qu'un État-providence. En réaction contre le cauchemar de l'époque guerrière, la notion d'«État» devient plus ou moins négative surtout pour les gauches. En outre les Japonais ont subi un lavage de cerveau par la démocratie américaine qui n'est jamais sociale. À ce propos, beaucoup de Japonais assimilent souvent le socialisme au stalinisme. Ils ne peuvent comprendre le sens d'être social. Il est donc impossible, pour même les partis gauches, de critiquer le libéralisme. Par conséquent les gauches japonaises revendiquaient constamment le dégrèvement d'impôt et la décentralisation, elles s'opposaient vachement à l'institution du service militaire.

3. De l'école pour marché libre à l'école de marché libre

Le gouvernement de droite d'après guerre s'est efforcé de développer l'enseignement public pour tous, afin de créer et de sélectionner une main-d'œuvre bien qualifiée. C'était un impératif capitalistique que le gouvernement japonais voulait développer les enseignements publics. C'est l'école pour le marché libre très capitalistique. Le gouvernement n'avait pas d'intention démocratique. La politique de droite a provoqué la hiérarchisation des établissements publics à cause de la sélection très sévère. Sélectionner les meilleurs, c'était la politique éducative du gouvernement japonais. À cet époque-là le frais universitaire des établissements nationaux était beaucoup moins cher qu'aujourd'hui (ça coûte au moins quatre mille euros environ par an). Mais, comme les cours à l'école ou au collègue n'étaient pas suffisantes pour réussir, on recourt très souvent aux aides scolaires privées depuis longtemps.

Par contre, la revendication de gauche a provoqué la dévalorisation des lycées publics et la valorisation des établissements privés prestigieux, surtout dans les grandes villes. Dans les années 1960-1970, plusieurs grandes villes japonaises ont eu un chef gauche. Ils ont protesté contre la concurrence excessive organisée par les concours d'entrée au lycée. À cause de la politique gauche, les établissements publics très élitistes ont été disparus dans plusieurs grandes villes surtout à Tokyo et à Kyoto. Donc tous les lycées publics y ont été égalisés. En conséquence les lycéens issus de classes aisés se sont échappés des établissements publics. Ils se sont pressés aux établissements privés qui condamnent leurs portes aux classes populaires.

Les chefs locales de gauche ont approuvé tacitement le développement des établissements privés qui sont généralement réservés uniquement aux classes aisées. Les gauches japonaises considèrent souvent l'enseignement public comme enseignement oppressif plutôt que l'enseignement pour tous. Elles n'ont pas eu de raisons de critiquer les établissements privés réservés aux classes aisées puisqu'ils se sont échappés volontairement des contrôles étatiques. Pour les gauches, tous les enseignements doivent être libéraux même s'ils ne sont pas l'accès libre.

Les établissements publics pour les pauvres et les établissements privés pour les riches, c'était la conséquence de la politique gauche. En cas de Kyoto, qui était un fief des gauches, la situation éducative des établissements publics est quasi-catastrophique, tandis que le frais scolaire d'écoles primaires prestigieuses y coûte plus de dix mille euros par an. La part des dépenses privées dans le total des dépenses éducatives est en général beaucoup plus grande que les dépenses publiques.

Aujourd'hui, dans la vague de mondialisation, les droites japonaises se sont tournées vers le libéralisme, surtout en matière économique. L'enseignement scolaire est de plus en plus déréglementé et donc inégalitaire. Mais les gauches, qui étaient libérales, ne peuvent rien dire, même si elles ne sont pas convaincues que la «réforme» libérale soit bonne. En tout cas elles ont de moins en moins de sièges à la Diète (le Parlement japonais), parce qu'elles n'ont plus rien de chose à dire.

Or les droites ne sont pas convaincues non plus, puisqu'elles sont près de perdre le contrôle de l'enseignement scolaire à cause de la « déréglementation ». Les droites se mettent à exercer une pression idéologique sur les établissements et sur les enseignements pour encourager le nationalisme. C'est un comportement tout à fait antilibéral. De plus en plus de contrôle autoritaire et de moins en moins de dépense publique, c'est la politique éducative du gouvernement japonais. Bien sûr que les gauches mécontente de la politique des droites, mais comme d'habitude elles n'expriment que leur mécontentement. Les gauches libéraux n'ont aucune de politique alternative. La situation actuelle du Japon est la pire que l'on puisse imaginer, puisqu'il n'y a pas d'égalité, pas liberté et pas de choix. Quand même, c'est la démocratie à la japonaise.

4. La situation actuelle

Au tant qu'on définit une société comme ensemble solidaire d'individus réunis de manière aléatoire, le Japon n'était pas une société mais une grande communauté même si plus ou moins imaginaire. En effet il est difficile pour les Japonais de comprendre la notion de « société ». Il n'y a pas eu d'équivalent du mot « société » dans vocabulaire japonaise avant qu'il ait été importé. Au Japon, même une entreprise n'était pas une société, mais une communauté familiale. Une grande entreprise ne contentait pas simplement de payer un salaire à ses employés, elle se chargeait aussi de leur vie entière. Par exemple une entreprise souvent fournissait des logements, des lieux de vacances et des tombes. Elle organisait des voyages touristiques et des fêtes. Les patrons se comportaient comme un père de famille.

Aujourd'hui, la conception traditionnelle de l'emploi à vie est près de disparaître à cause de l'assaut de libéralisme totalitaire. La communauté japonaise est près de disparaître aussi. Et tous les Japonais deviennent égoïstes, puisqu'il n'y a plus ni de solidarité sociale ni de fraternité communautaire. Plus d'un tiers de salariés ont été mis en situation très précaire. Ils ne sont rien d'autre qu'une main-d'œuvre jetable à la disposition complète du patron, peut-être moins chère qu'un esclave.

Le Japon devient un pays parfaitement libéral comme les gauches le rêvent depuis longtemps. N'est-ce pas un cauchemar ? La poste japonaise va être privatisé. Les universités nationales vont être privatisé. Tous les établissements scolaires publics sont mis en concurrence draconienne. Tous les Japonais sont complètement libres. Ils sont donc obligés de survivre par leurs propres moyens. Au Japon il y a peu de racisme, peu de communautarisme, peu d'impérialisme, peu de fascisme et plein d'égoïsme. C'est le résultat de la confusion entre privatisation et démocratisation.